

## **Cannabis : des politiques dans le brouillard**

**Author :** pirlotraf

**Date :** 15 octobre 2012

**Ces dernières semaines, dans nos médias, on a pas mal entendu parler de politiques en matière de gestion des drogues. Mercredi dernier, la rtbf nous montrait tranquillement des Liégeois en train de fumer de l'héroïne avec la bénédiction des pouvoirs publics, dans un cadre strict et expérimental.**

Sur les chaînes françaises, ce sont les déclarations de la ministre Cécile Duflot qui faisaient polémique et relançaient le débat public autour du cannabis : elle y rappelait que les Verts restaient favorable à la dépénalisation de l'usage des drogues douces, même si ce n'était pas la ligne choisie par le nouveau gouvernement Hollande.

Aux Pays-Bas, l'interdiction définitive d'accès aux coffee-shops pour les étrangers a démarré depuis le 1er Mai, avec l'introduction d'un « permis de fumer » — la «*wietpass*» — pour les Hollandais, et faisait la une de la presse et pas mal de bruit chez les jeunes frontaliers...

Les lignes bougent donc, mais un peu dans tous les sens! Sans aller jusqu'à proposer une reconversion très rentable dans « l'économie verte », et faire de la Wallonie le principal producteur de cannabis en Europe, comme l'imaginait Joe TTX<sup>1</sup>

dans une série de fictions parues dans C4, peut-être est-ce tout de même le moment opportun de proposer des solutions alternatives en Belgique en matière de drogues en général, et de cannabis en particulier ? Et puisqu'on ne peut plus se fournir en Hollande mais que la demande va logiquement persister, peut-être peut-on s'inspirer du modèle des « Cannabis Social Club » qui se multiplient en Espagne et ailleurs... C'est ce modèle que «*Trek uw plant*» (« Tire ton plant ») tente de développer depuis déjà plusieurs années à Anvers, et que la coopérative politique liégeoise Vega vient de mettre sur le tapis dans le cadre de la campagne électorale en vue des communales d'octobre.

### **L'exception hollandaise mise à mal**

Petit rappel des faits. On le sait, depuis les années 70', la Hollande a adopté une politique unique en Europe de tolérance envers l'usage personnel et la revente au détail des drogues douces. C'est le modèle des coffee-shop qui s'est développé. Il s'agit de sortes de bistros aux vitrines opaques et à la lumière tamisée où on ne vend pas d'alcool mais où on peut se procurer de petites quantités de haschich ou d'herbe. Ces locaux sont interdits aux mineurs et

ne peuvent pas faire de publicité. Pour plusieurs générations de jeunes Européens, Amsterdam et Maastricht sont ainsi devenus de véritables Eldorados de la fumette. Il est vrai aussi qu'au vu de cette particularité unique en Europe et de son pouvoir d'attraction, la Hollande est devenue une plaque tournante du trafic de stupéfiants en général.

Ça fait donc déjà un moment que certains pensent à trouver des solutions pour limiter cet effet pervers du tourisme de la drogue de masse. Et le mouvement n'a fait que s'amplifier avec la montée des conservatismes et des populismes aux Pays-Bas et ailleurs en Europe.

Il y a bien sûr les contrôles aux frontières mais ceux-ci ne sont en rien dissuasifs ni efficaces. Alors, il y a quelques années, on a d'abord commencé à contrôler mieux l'accès aux coffee-shops, et à faire une copie des documents d'identité de chaque client à l'entrée.

Puis, l'année dernière, dans les trois provinces du sud des Pays-Bas avait été introduite « la règle des pays limitrophes » ! C'est-à-dire l'interdiction d'accès aux coffee-shops des personnes non-originares des pays-limitrophes des Pays-bas. Tout ça pour préparer lentement le terrain, et surtout pour régler en priorité le cas des Français, le plus problématique au niveau des nuisances objectives, de l'ampleur du trafic, mais aussi au niveau des rapports inter-gouvernementaux au sein de l'Europe... Il faut dire que Sarko faisait depuis plusieurs années le forcing contre cet « état supermarché de la drogue au cœur de l'Europe ». Europe politique qui bien souvent rappelait à la Hollande qu'elle flirtait avec les limites de l'ordonnance de l'ONU sur les stupéfiants illicites...

Aujourd'hui, ça y est, l'interdiction d'accès aux *coffee-shops* pour les non-résidents est en marche . Elle s'applique depuis le 1er Mai 2012 dans les 3 provinces du sud, de Tilburg à Breda , et jusqu'à Maastricht en passant par Eindhoven et Venlo... La mesure s'étendra à l'ensemble du territoire dès le 1er janvier 2013. Bonne chance à Amsterdam et ses centaines de coffee-shops ! Et vive le deal de rue ! En attendant, Belges et Allemands motivés ont encore quelques mois pour aller à Nijmegen, par exemple !

Pratiquement, les coffee-shop deviennent des clubs privés avec 2000 membres maximum, et 3 grammes max par achat (contre 5gr avant). Pour être membre, il faut se rendre à l'administration, prouver qu'on a bien un domicile sur le sol hollandais, et demander un « *wietpass* » (« pass à herbe » !). Ce fichage ennuie pas mal les fumeurs néerlandais eux aussi.

Depuis lors, les contrôles aux frontières se sont intensifiés. Le train Liège-Maastricht s'est quelque peu vidé et ce sont les petits trafiquants de drogues dures qui font face à une répression accrue. Les derniers jours avant l'interdiction effective, la police faisait barrage sur les autoroutes en direction de la Hollande –et pas au retour !-. Et un panneau lumineux en français avertissait « PLUS DE DROGUES DOUCES EN VENTE! »

Le lobby du cannabis a bien essayé de faire invalider la mesure devant une haute Cour de La Haye, mais en vain. Alors à Maastricht, ils se sont organisés : tous les coffees ont purement et simplement fermé leur porte depuis le 1er Mai, en signe de protestation. Et seul un

établissement, appartenant au leader de l'association des coffee-shops, l'Easy Going, est resté ouvert et est rentré en résistance. Les 1er et 2 mai, ce café a continué à vendre au grand jour du cannabis sans demander le pass ni la nationalité des clients. Après un avertissement, l'Easy-Going s'est vu signifier une fermeture d'un mois. Aux dernières nouvelles, il allait rouvrir et contrevenir à nouveau aux nouvelles réglementations! A suivre, donc. L'idée qui sous-tend l'entreprise, c'est d'aller au procès, pour pouvoir se défendre, avancer ses arguments et en faire une tribune. Le mouvement appelle aussi à voter pour des partis de gauche aux prochaines élections, espérant une marche arrière. L'argument mis en avant par les partisans de l'ancien système, c'est le principe discriminatoire mis en place, alors que la Constitution des Pays-Bas interdit toute discrimination en quelque matière que ce soit basée sur l'origine ou la nationalité. Sinon, à Maastricht, quelques coffees ont rouvert, sans se désolidariser, mais parce qu'il faut bien survivre ! Ce qui est sûr, c'est que, sans l'argent des étrangers, pas mal d'établissements vont fermer, et qu'il va y avoir des centaines de licenciements, dont pas mal de Belges !

Sur le fond, ce n'est même pas tant un point de vue moral qui est en train de conduire les Hollandais à revenir sur leur mode de gestion des « drogues douces ». L'idée, c'est plutôt que les touristes de la drogue viennent perturber l'harmonie de leurs petites villes propres. C'est surtout vrai pour Maastricht. Les petites incivilités des clients des *coffee-shops* énervent. « Ils stationnent n'importe où, et prennent nos places de parking ». Sans compter que parfois, quelques post-ados français ne se contrôlent plus, pissant ou vomissant en rue !

Bien sûr, il y a l'argument rituel prohibitionniste selon lequel les coffee-shops amèneraient dans leur sillage dealers, usagers de drogues dures et faits de délinquance corollaires. Mais le risque est tangible, en rejetant dans la rue et dans l'illégalité toutes ces réalités, d'empirer la situation. Et même l'argument financier ne vient que très peu contrebalancer la peur. Beaucoup estiment que les milliers de visiteurs étrangers d'une heure ou d'un jour ne faisaient rentrer que très peu d'argent dans l'économie officielle néerlandaise, finalement. Il y a bien eu des tentatives d'installer les coffee-shops dans des complexes périphériques et frontaliers. ça réglait les problèmes du point de vue hollandais, mais ce sont nos politiques belges et allemands qui s'y sont alors fortement opposés . Alors, c'est quoi la prochaine étape ?

Car si le modèle hollandais était loin d'être parfait et quelque peu hypocrite -permettant une vente privée au détail mais ne réglementant pas la production, l'approvisionnement, ni l'import -, il avait le mérite d'exister.

Et même si on n'y allait pas, ou plus, on aimait bien savoir qu'on avait là-bas cette liberté de choix potentielle, qu'il existait en Europe d'autres modèles, moins répressifs et, à quelques kilomètres de chez nous, une logique tolérante et rationnelle envers le cannabis.

Des propositions existent, et le débat s'anime. Face à la nouvelle donne hollandaise, il faudra peut-être bien réfléchir à de nouvelles solutions. Les politiques en sont conscients, même si le bourgmestre de Liège rejette la balle au fédéral. Alors, bientôt des « cannabis social club » chez nous, où chacun pourrait cultiver une plante à la fois, comme le tolère en pratique la législation belge ? Histoire que chacun assure sa consommation personnelle dans de bonnes

conditions et pourquoi pas sous le contrôle d'un organisme étatique? Une affaire à suivre...